

—pour les matières prévues à l'article 582, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code judiciaire, à l'audience des 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> jeudis du mois;

—pour les matières prévues à l'article 583 du Code judiciaire, à l'audience du vendredi après-midi pour l'application aux employeurs des sanctions administratives, et à l'audience du 1<sup>er</sup> mercredi après-midi du mois pour l'application aux indépendants de ces sanctions administratives;

—en matière de référé, à l'audience du mercredi;

—devant le bureau d'assistance judiciaire, le mercredi.

Art. 4. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 5. Le président du tribunal peut, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

Art. 6. Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 5, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

Art. 7. Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 8. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Turnhout est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 octobre 1972.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Emploi et du Travail, | De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. MAJOR

—inzake artikel 582, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek, op de zitting van de 1<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> donderdag van de maand;

—inzake artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek over de toepassing van de administratieve sancties op de zitting van vrijdagmiddag voor de werkgevers en op de zitting van de 1<sup>e</sup> woensdagmiddag van de maand voor de zelfstandigen;

—inzake kort geding, op de zitting van woensdag;

—voor het bureau voor rechtsbijstand, op woensdag.

Art. 4. De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank.

Art. 5. In het belang van de dienst kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers bijkomende zittingen houden op de dag en het uur die hij vaststelt.

Art. 6. De voorzitter kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, tijdelijk het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 5, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

Art. 7. De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de dienstdoende magistraten aan.

De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde in het belang van de dienst die lijst wijzigen.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Turnhout wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1972.

Art. 10. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

29 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Mechelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 81 tot 83 van het Gerechtelijk Wetboek; artikel 88 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 15 juli 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen; de artikelen 89 tot 97 van hetzelfde Wetboek;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Brussel en de procureur-generaal te Brussel, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Mechelen, van de arbeidsauditeur te Mechelen, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Mechelen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Mechelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Mechelen;

29 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Malines

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 81 à 83 du Code judiciaire; l'article 88 dudit Code modifié par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales; les articles 89 à 97 du même Code;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Bruxelles, du premier président de la cour d'appel de Bruxelles et du procureur général à Bruxelles, du président du tribunal du travail de Malines, de l'auditeur du travail de Malines, du greffier en chef du tribunal du travail de Malines et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Malines;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Malines;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Le tribunal du travail de Malines se compose de quatre chambres.

La 1ère chambre connaît des matières prévues à l'article 580 du Code judiciaire et de l'application aux employeurs des sanctions administratives visées à l'article 583.

La 2ème chambre connaît des matières prévues à l'article 578 du Code judiciaire relatives aux ouvriers ainsi que des matières prévues aux articles 579 et 582, 3° et 4°, et de l'application aux employeurs des sanctions administratives visées à l'article 583.

La 3ème chambre connaît des matières prévues à l'article 578 du Code judiciaire relatives aux employés, ainsi que des matières prévues aux articles 579 et 582, 3° et 4° et de l'application aux employeurs des sanctions administratives visées à l'article 583.

La 4ème chambre connaît des matières prévues aux articles 581 et 582, 1° et 2° du Code judiciaire et de l'application aux indépendants des sanctions administratives visées à l'article 583.

**Art. 2.** La 1ère chambre siège le mercredi et le jeudi à 14 h 30.

La 2ème chambre siège le lundi à 14 h 30.

La 3ème chambre siège les premier et troisième mardis du mois à 14 h 30.

La 4ème chambre siège les premier, troisième et éventuellement les cinquième vendredis du mois dans les matières prévues aux articles 581 et 583 et le deuxième vendredi du mois, ou le quatrième vendredi lorsque le deuxième vendredi est un jour férié, dans les matières prévues à l'article 582, 1° et 2°, à 14 h 30.

Les audiences de référés et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, sont tenues le jeudi à 14 h 30.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le jeudi à 14 h 30.

**Art. 3.** Les introductions se font aux heures indiquées à l'article 2 :

— devant la 1ère chambre, aux audiences des mercredi et jeudi pour les matières prévues aux articles 580, 2°, 3°, 6°, 7° et 8 et 583 et à l'audience du mercredi pour les matières prévues à l'article 580, 1° et 4°;

— pour les autres chambres, aux jours respectivement fixés à l'article 2.

**Art. 4.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

**Art. 5.** Le président du tribunal peut, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et heures.

**Art. 6.** Le président peut, en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 5, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

**Art. 7.** Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacances et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

**Art. 8.** L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Malines est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 30 octobre 1972.

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De arbeidsrechtbank te Mechelen bestaat uit vier kamers.

De 1e kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij artikel 580 van het Gerechtelijk Wetboek en van de toepassing op de werkgevers van de administratieve sancties bedoeld bij artikel 583.

De 2e kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de arbeiders, evenals van de zaken bepaald bij de artikelen 579 en 582, 3° en 4°, en van de toepassing op de werkgevers van de administratieve sancties bedoeld bij artikel 583.

De 3e kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de bedienden, alsmede van de zaken bepaald bij de artikelen 579 en 582, 3° en 4°, en van de toepassing op de werkgevers van de administratieve sancties bedoeld bij artikel 583.

De 4e kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij de artikelen 581 en 582, 1° en 2° van het Gerechtelijk Wetboek en van de toepassing op de zelfstandigen van de administratieve sancties bedoeld bij artikel 583.

**Art. 2.** De 1e kamer houdt zitting op woensdag en donderdag om 14 u. 30 m.

De 2e kamer houdt zitting op maandag om 14 u. 30 m.

De 3e kamer houdt zitting de eerste en derde dinsdag van de maand om 14 u. 30 m.

De 4e kamer houdt om 14 u. 30 m. zitting de eerste, de derde en eventueel de vijfde vrijdag van de maand voor de zaken bepaald bij de artikelen 581 en 583 en de tweede vrijdag van de maand, of de vierde vrijdag wanneer de tweede vrijdag een feestdag is, voor de zaken bepaald bij artikel 582, 1° en 2°.

De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen van het kort geding van toepassing zijn worden gehouden op donderdag om 14 u. 30 m.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op donderdag om 14 u. 30 m.

**Art. 3.** De inleidingen geschieden op het uur bepaald in artikel 2 :

— voor de 1e kamer, op de zittingen van woensdag en donderdag voor de zaken bepaald bij artikel 580, 2°, 3°, 6°, 7° en 8 een artikel 583 en op de zitting van woensdag voor de zaken bepaald bij artikel 580, 1° en 4°;

— voor de andere kamers, op de dagen respectievelijk bepaald bij artikel 2.

**Art. 4.** De kamers kunnen, naar gelang van de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank.

**Art. 5.** In het belang van de dienst kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers bijkomende zittingen houden op de dag en het uur die hij vaststelt.

**Art. 6.** De voorzitter kan ook, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, tijdelijk het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 5, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het arbeidshof.

**Art. 7.** De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de dienstdoende magistraten aan.

De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde in het belang van de dienst die lijst wijzigen.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Mechelen wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1972.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. MAJOR

Art. 10. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

29 SEPTEMBRE 1972. — Arrêté royal abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970, fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 81 à 83 du Code judiciaire; l'article 88 dudit Code modifié par l'article 9 de la loi du 15 juillet 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales; les articles 89 à 97 du même Code;

Vu les avis du premier président de la cour du travail de Bruxelles, du premier président de la cour d'appel de Bruxelles et du procureur général à Bruxelles, du président du tribunal du travail d'Anvers, de l'auditeur du travail d'Anvers, du greffier en chef du tribunal du travail d'Anvers et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Anvers;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le tribunal du travail d'Anvers se compose de treize chambres.

A part des matières dont connaissent les 2ème et 3ème chambres, la 1ère chambre connaît des matières prévues aux articles 578, 1°, 2°, 3°, 4° et 5°, 580, 4° et 582, 3° et 4° du Code judiciaire et des contestations se rapportant à la législation en matière de fermeture d'entreprises.

La 2ème chambre connaît des contestations résultant des contrats de travail sur les bateaux de navigation intérieure et des contrats de travail des gens de mer et des ouvriers portuaires.

La 3ème chambre connaît de toutes les contestations résultant du contrat d'emploi.

La 4ème chambre connaît des matières prévues à l'article 579, 1°, 2° et 3° du Code judiciaire.

La 5ème chambre connaît des matières prévues à l'article 580, 1° du Code judiciaire, sauf de celles se rapportant à la législation en matière de fermeture d'entreprises.

La 6ème chambre connaît des actions en matière de pensions de retraite et de survie des travailleurs (ouvriers-employés mineurs-gens de mer) et des contestations se rapportant à l'application de la loi instaurant un revenu garanti aux personnes âgées.

La 7ème chambre connaît des contestations relatives à la législation en matière de chômage, de vacances annuelles, d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Les 8ème et 9ème chambres connaissent des matières prévues à l'article 581 du Code judiciaire.

29 SEPTEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 81 tot 83 van het Gerechtelijk Wetboek gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 15 juli 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen; de artikelen 89 tot 97 van hetzelfde Wetboek;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Brussel, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Brussel en de procureur-generaal te Brussel, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Antwerpen, van de arbeidsauditeur te Antwerpen, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Antwerpen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Antwerpen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De arbeidsrechtbank te Antwerpen bestaat uit dertien kamers.

Behoudens de bevoegdheid toegekend aan de 2e en de 3e kamer, neemt de 1e kamer kennis van de zaken bepaald in artikel 578, 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, in artikel 580, 4, en in artikel 582, 3, en 4, van het Gerechtelijk Wetboek en van de geschillen betreffende de wetgeving inzake sluiting van ondernemingen.

De 2e kamer neemt kennis van de geschillen, voortvloeiende uit de arbeidsovereenkomsten op de binnenvaartschepen en uit het arbeidscontract voor zeelieden en havenarbeiders.

De 3e kamer neemt kennis van al de geschillen voortvloeiende uit het bediendencontract.

De 4e kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 579, 1°, 2° en 3°, van het Gerechtelijk Wetboek.

De 5e kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 580, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek, uitgezonderd de wetgeving inzake sluiting van ondernemingen.

De 6e kamer neemt kennis van de vorderingen betreffende rust- en overlevingspensioenen van werknemers (arbeiders — bedienden — mijnwerkers — zeelieden) en van de geschillen betreffende de toepassing van de wet tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

De 7e kamer neemt kennis van de geschillen omtrent de wetgeving inzake werkloosheid, jaarlijkse vakantie, verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De 8e en de 9e kamer nemen kennis van de zaken bepaald in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek.